

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 12/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL DIO ENERGIES**

Les Amourals  
12450 Flavin

Références : UD34/H5/MT/2023/041  
Code AIOT : 0006605605

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement SARL DIO ENERGIES implanté Lieu-dit Les Piochs 34650 Dio-et-Valquières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL DIO ENERGIES
- Lieu-dit Les Piochs 34650 Dio-et-Valquières
- Code AIOT : 0006605605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 7 aérogénérateurs dont la construction a été autorisée par un permis de construire en 2003.

Il fait l'objet d'une demande de renouvellement de l'ensemble des installations, afin d'augmenter la dimension des aérogénérateurs, ainsi que leur puissance. L'inspection a été conduite sur site au droit du poste de livraison électrique et de l'éolienne E1. Les prescriptions contrôlées sont celles des articles 15 à 19, 22 à 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- prévention des risques accidentels liés à l'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Test des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Registre des incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Risque d'incendie dans le poste de livraison	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 10	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en lumière la nécessité d'apporter certaines améliorations quant à la traçabilité des opérations de maintenance, notamment en ce qui concerne les équipements intervenant dans la sécurité. Une observation a été formulée concernant l'application des règles de sécurité dans le poste de livraison électrique (supprimer les produits inflammables entreposés).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de maintenance ne permet pas d'assurer la parfaite traçabilité des actions effectuées dans la mesure où la date de réalisation de certaines opérations à mener avec périodicité supérieure à 12 mois, n'est pas tracée dans le "rapport de maintenance préventive". Par exemple pour l'action "remplacement des batteries", à effectuer tous les 60 mois, le document de trace pas la date de dernière réalisation, ne permettant pas d'assurer le respect de la périodicité fixée. Il est donc demandé d'apporter les correctifs nécessaires au registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Test des équipements de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test des équipements de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de vérification des installations électriques a été présenté et n'appelle pas d'observation. Concernant les tests d'arrêt et d'arrêt d'urgence, le registre de maintenance ne fait pas apparaître de façon explicite la réalisation de ces essais. En effet, selon les indications de la société de maintenance, ces essais sont réalisés dans le cadre du contrôle désigné sur le registre par "vérification du bon fonctionnement des capteurs". De plus le registre ne fait pas référence aux procédures de contrôle spécifiquement mises en place pour ces opérations par le maintenancier ("PROCÉDURE Arrêt d'urgence DIO & VALQUIÈRES" et "PROCÉDURE Arrêt normal DIO & VALQUIÈRES"). Il en est de même concernant la désignation de la procédure "PROCÉDURE Test survitesse DIO & VALQUIÈRES". Il est donc demandé d'améliorer sur le registre la traçabilité de la bonne réalisation des tests relatifs à ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 3 : Systèmes instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

<b>Constats :</b> La liste des équipements de sécurité n'est pas définie. En conséquence la bonne réalisation de leur contrôle n'est pas établie à la lecture du registre de maintenance. L'inspection demande la transmission des éléments documentaires permettant d'assurer le respect des exigences des points III et IV de l'article 18.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Registre des incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des incidents et accidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b> Le dispositions mises en place pour assurer la compétence du personnel concernant les risques accidentels (diffusion de consignes, réalisation d'exercices, habilitations...) ont été contrôlées lors de l'inspection et n'appellent pas d'observation.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas pu être présenté lors de l'inspection de registre permettant de tracer les accidents et incidents survenus dans l'installation, ainsi que l'analyse du retour d'expérience et les mesures correctives mises en place. L'inspection demande à ce qu'un tel document soit établi.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Risque d'incendie dans le poste de livraison

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie dans le poste de livraison
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</li> <li>- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande</li> </ul>

d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.

**Constats :**

Il a été observé la présence de matières combustibles (huiles, graisse) en bidons à l'intérieur du poste de livraison électrique. L'inspection demande à ce que les règles de sécurité applicables aux installations électriques soient assurées, notamment par la suppression **immédiate** de tout entreposage de produits combustibles dans le local, et la mise en oeuvre d'actions adaptées pour éviter cette pratique.

Il est demandé à l'exploitant de communiquer ces dispositions sous 30 jours à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours